

Opposition et société civile démentent vouloir ternir l'image du Burundi

@rib News, 07/05/2012 â€“ Source Xinhua Les partis politiques de l'opposition, certaines organisations de la société civile ainsi que les médias burundais ont réagi lundi aux accusations portées contre eux par le gouvernement du Burundi de collaborer avec l'ONG Human Rights Watch pour ternir l'image du Burundi. Pour l'Association des Radio Diffuseurs (ABR), les accusations portées contre certains médias sont sans fondement et le gouvernement devrait plutôt chercher à démentir le rapport produit par cette ONG au lieu de chercher des boucs-émissaires.

« Les médias ont beaucoup trop à faire que de comparer les rapports des ONGs, soit-t-elle HRW. Ils sont là pour éclairer l'opinion et pour que celle-ci s'exprime. Je demanderais tout simplement au gouvernement de travailler à démentir le rapport au cas où il contiendrait des choses qui ne sont pas correctes plutôt que d'essayer des boucs-émissaires », a déclaré le vice-président de l'ABR, Vincent Nkeshimana. C'est le même son de cloche qu'on entend du côté de la société civile.

« Dire que nous écrivons et que HRW signe, c'est un langage de dénigrement (...). Dire qu'on dénie le gouvernement, je ne le pense pas parce que j'ai commencé à travailler dans ce domaine en 1974 et je continue à servir le pays. Au contraire, c'est aider le gouvernement », a indiqué le président de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH, ONG burundaise), Pierre Claver Mbonimpa. Au niveau des partis politiques de l'opposition, le vice-président du parti FRODEBU (un des partis de l'Alliance des Démocrates pour le Changement) Frédéric Bamvuginumvira a réagi en demandant au gouvernement de partir des faits qui lui sont accusés.

« Si le gouvernement est accusé de celui-ci ou de celui-là (...), il doit partir des faits qui lui sont accusés. Un responsable du gouvernement ne peut pas s'exprimer en accusant sur base des déclarations qui n'ont pas d'objectivité », a souligné M. Bamvuginyumvira. Samedi dernier, HRW a publié un rapport dénonçant les violations des droits de l'homme au Burundi. Le même jour, le gouvernement burundais a réagi et accusé les partis de l'opposition, certaines associations de la société civile et certains médias de travailler avec l'ONG HRW pour ternir l'image du Burundi.